

Révélation sur WikiLeaks : Chissano, complice de trafic de drogue

La Gazette – 10/12/10

Joaquim Chissano ne reviendra pas de sitôt à Madagascar. Déjà qu'il est jugé indésirable par les dirigeants de la Transition mais après les révélations de Wikileaks (site publiant les informations confidentielles des Etats), c'est la probité même du médiateur désigné officiellement par la communauté internationale pour la résolution de la crise malgache, qui est fortement encornée.

Joaquim Chissano ne serait qu'un vulgaire complice de trafiquants de drogue dans son pays, indique une note du Chargé d'affaires de l'ambassade des Etats-Unis à Maputo (capitale du Mozambique) publiée par WikiLeaks et révélée par le journal « Le Monde » dans la nuit de mercredi. Voici ce que rapporte notamment le quotidien : « Brusquement à l'été 2009, les affaires de Castro Serafim, le maire de la ville de Nampula, se sont écroulées. "Il était particulièrement irrité", rapporte le chargé d'affaires de l'ambassade américaine au Mozambique, dans un télégramme diplomatique obtenu par WikiLeaks.

« La raison de cette colère ? "Ghulam Rassul Moti, trafiquant de haschich et d'héroïne dans le nord du Mozambique depuis 1993 au moins, a considérablement réduit le montant de ses pots-de-vin aux élus locaux pour les verser directement aux dirigeants du Frelimo (le parti au pouvoir depuis l'indépendance en 1975)", indique le chargé d'affaires.

« Les déboires de Castro Serafim illustrent un phénomène autrement plus inquiétant. Après la Guinée-Bissau, le Mozambique est devenu "la deuxième place africaine la plus active pour le transit des narcotiques", écrit le diplomate. "Pas tout à fait un narco-Etat corrompu, mais la tendance est inquiétante."

« Le trafic de drogue repose sur deux grands réseaux tenus par deux Mozambicains d'ascendance sud-est asiatique – Mohamed Bachir Suleiman dit "MBS" (ndlr : cela n'a évidemment rien à voir avec la chaîne audio-visuelle de Marc Ravalomanana qui porte la même dénomination, encore qu'à une certaine période, des rumeurs parlaient d'une implication de l'ancien chef d'Etat dans des affaires de drogue, l'établissement des relations diplomatiques avec la Colombie étant) et Ghulam Rassul Moti – dont les activités auraient été impossibles sans des complicités au plus haut niveau de l'Etat.

"MBS a des liens directs avec le président Armando Guebuza et l'ancien président Joaquim Chissano", peut-on lire dans un câble daté du 28 septembre 2009. "MBS a grandement contribué à remplir les coffres du Frelimo, et a fourni un soutien financier significatif aux campagnes électorales" des deux hommes politiques, ajoute-t-il. Le 1er juin, le Trésor américain a gelé les avoirs aux Etats-Unis de trois sociétés appartenant à MBS pour leur activité dans le trafic de drogue.

« Pour appuyer ses accusations le diplomate explique que "la gestion du port de Nacala, tristement célèbre pour permettre le transbordement de la drogue en provenance du sud-est asiatique, a été récemment attribuée à Celso Correira, PDG de la société Insitec, une société écran du [président] Guebuza. Les trafiquants d'une façon routinière, versent des pots-de-vin à la police, aux services d'immigration et aux douaniers pour s'assurer que la drogue entre librement dans le pays."

« La cocaïne arrive "par avion à Maputo depuis le Brésil". Le haschich, le mandrax et l'héroïne empruntent la voie maritime. Ces "drogues viennent du Pakistan, d'Afghanistan et d'Inde", détaille un autre télégramme en date du 17 novembre 2009. Les marchandises alimentent ensuite le marché sud-africain, ou prennent la direction de l'Europe ».

C'est donc depuis les années 70 que les trafiquants ont alimenté les caisses du mouvement de libération du Mozambique, le Frelimo qui était devenu le parti unique en 1975 lors de l'indépendance jusqu'à la démocratisation dans les années 90. M. Chissano était au courant de tout cela depuis des années puisqu'il était le représentant du Frelimo à Paris avant de devenir ministre des Affaires étrangères lors de l'indépendance de son pays. Mais il n'a rien fait pour arrêter le trafic alors qu'il avait les pouvoirs de le faire en tant que président de la République de 1986 jusqu'en 2004. Bien au contraire, la note du diplomate américain révélée par WikiLeaks indique notamment que l'argent de la drogue a financé ses campagnes électorales et celles de son successeur.

Ce qui est étonnant dans tout cela est pourquoi les Etats-Unis n'ont pas réagi avant ces télégrammes de septembre et novembre 2009 alors que ce pays est supposé avoir les meilleurs services de renseignements du monde. Ces dates semblent dédouaner les Américains et l'ensemble de la communauté internationale qui se fiaient sans doute au parcours de Joaquim Chissano. Ancien président de l'Union africaine, il est le premier chef d'Etat africain à recevoir le prix d'Ibrahim Mo en 2007 et a été nommé en décembre 2009 membre du conseil de la Fondation Bill et Melina Gates de Microsoft après avoir été nommé conseiller à la Cnuced en 2005. Et finalement, ce n'est qu'un receleur de drogue de haut vol. Et ce n'est pas ce genre d'individus qui puisse représenter la communauté internationale chez nous ou partout ailleurs dans le monde.

Ces notes et l'évolution de la situation sur le terrain ont-elles infléchi la position américaine à Madagascar ? En tout cas, il y a un déphasage entre le discours officiel et les actes des sociétés américaines. On parle notamment du géant pétrolier Exxon Mobil qui, avec la société britannique Sterling Energy, ont décidé de suspendre leurs activités en 2009 à cause de la crise politique comme ce qui s'est passé dans la capitale, a perturbé leurs travaux de prospection en pleine mer au large de la côte ouest. La crise est encore là, à croire la position officielle des Etats-Unis, mais ces deux compagnies reviennent pour quémander la clémence du régime de transition pour la reprise de leurs travaux.

Près du ministère de l'Energie et des Mines, on indique que le permis accordé à ces compagnies a expiré depuis le 30 novembre dernier. Elles souhaitent une prorogation du titre en proposant un programme de travail avec un budget total de 200 millions de dollars qui seront engloutis en fournitures et matériels. La précision est faite pour essayer d'expliquer les remarques que certaines personnes ne manqueront pas de faire en faisant la comparaison entre ces 200 millions US de travaux et les 100 millions US de droits versés par les Chinois pour le gisement de fer de Soalala.

En fait, un des télégrammes confidentiels publiés par WikiLeaks rapporte que les Américains s'inquiètent de la percée chinoise en Afrique. Les différents documents révélés par ce site confirment que tout n'est qu'un conflit d'intérêts entre les grandes puissances. En Afrique et à Madagascar.

Salomon Ravelontsalama (Sa)

Source : http://www.lagazette-dgi.com/index.php?option=com_content&view=article&id=8585:revelations-sur-wikileaks-chissano-complice-de-traffic-de-droque&catid=57:la-une